



KPMG Sénégal

Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République 3^{ème}
Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486242 S 3 RC : SN -DKR -2003- B 4429

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2014**

GROUPE III

**AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE
DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET
SOCIALES EN CASAMANCE (ANRAC)**

RAPPORT DEFINITIF

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber
BP 11303 - Dakar - Sénégal

*Ce document contient 32 pages (incluant celle-ci)
Réf. NDS/DSDS/OS/2015-07/741*



DIAGNE & SARR KPMG Conseils S.A.
Cabinet Sénégalais membre
KPMG International
une coopérative de droit suisse

Société anonyme d'expertise
comptable –commissariat aux
comptes à Conseil d'Administration

Inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables et Comptables
Agrées du Sénégal

Siège Social 83, Boulevard de la République
Immeuble Horizons S.A. 3^{ème} Etage BP: 2395
Dakar

Capital : 10.000.000 FCFA
NINEA : 22486242 S 3

SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	15
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	15
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	15
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	16
3.1.6 Archivage des dossiers	16
3.1.7 Autres	16
3.2 Constats spécifiques aux marchés revus	17
3.2.1 Echantillon	17
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)	18
3.2.3 Marchés conclus par AOO	18

3.2.3.1	Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP	18
3.2.3.2	Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP	18
3.2.4	Marchés conclus par AOR	18
3.2.5	Marchés de prestations intellectuelles	18
3.2.6	Marchés conclus par DRP	19
3.2.7	Marchés passés par Entente Directe	21
3.2.8	Avenants	21
3.2.9	Evaluation des fractionnements potentiels	21
3.2.10	Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP	21
3.3	Constats relatifs à l'exécution financière	21
3.4	Constats relatifs à l'Inspection physique	21
4.	SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	22
5.	SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	25
6.	STATISTIQUES DES ANOMALIES	26
7.	ANNEXES	27
7.1	Réponses de l'Autorité Contractante	27
7.2	Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante	32

ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANRAC	Agence nationale pour la relance des activités économiques et sociales en Casamance
AOO	Appels d’Offre Ouvert
AOR	Appel d’Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA	Code d’Obligation de l’Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d’Ouvrage
MOD	Maître d’Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.




Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend les **objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des





commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

-  examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
-  évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
-  faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

-  La vérification, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
-  la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
-  l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
-  En fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :


- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

 les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

 Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

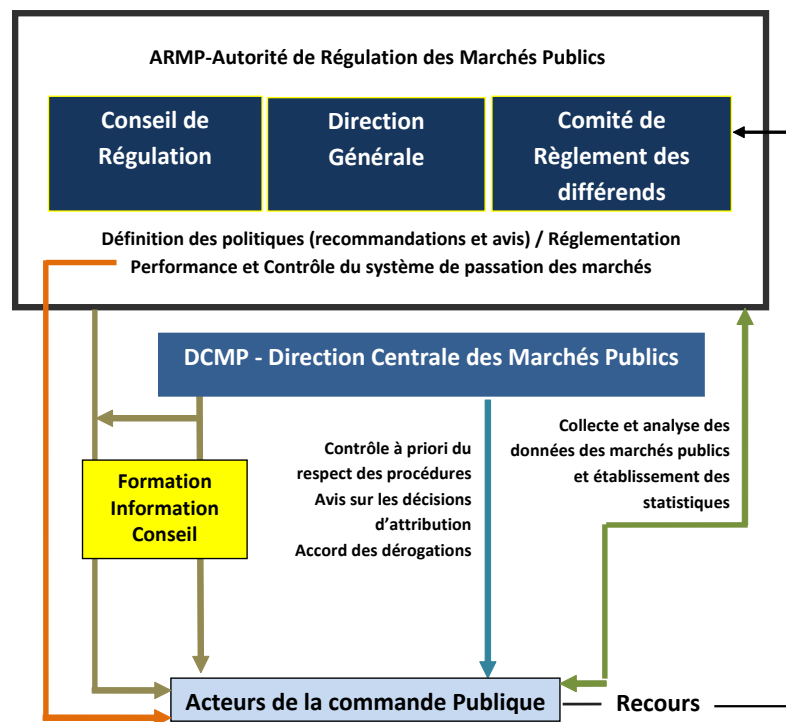
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



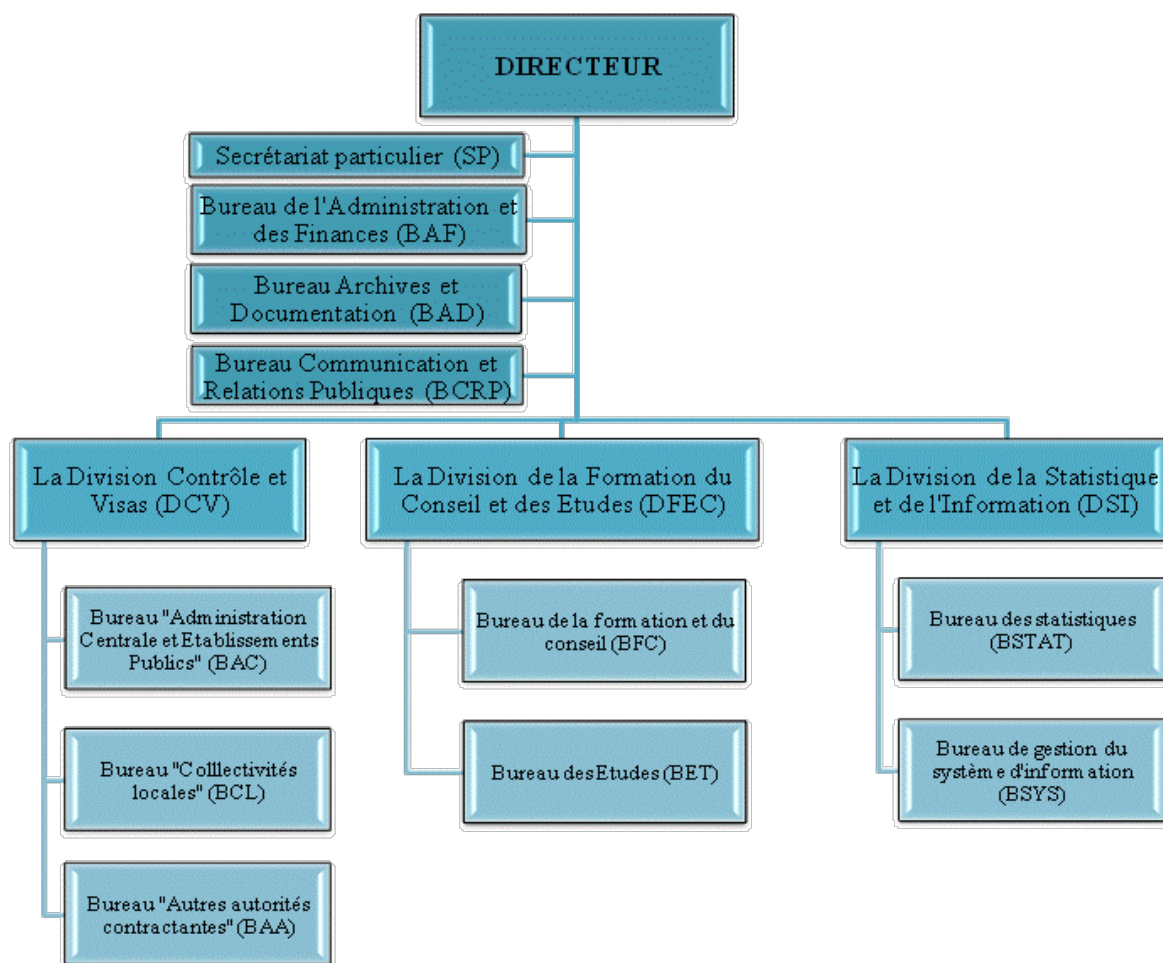
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000






Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes





2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

-  appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
-  appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
-  appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
-  appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
-  appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

-  l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
-  la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
-  la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
-  les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHESE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

L'Agence Nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance (ANRAC), est une structure administrative, placée sous l'autorité du Premier Ministre.

Elle a pour mission de faciliter la restauration rapide d'un environnement économique et social favorable dans les régions de Ziguinchor et de Kolda, semblable à celui du reste du Sénégal, et de poser les bases d'un développement durable à long terme dans lesdites régions, tout en respectant leurs spécificités.

A cet effet, l'Agence mène toutes les actions requises pour :

1. assurer une planification et une programmation optimales des ressources extérieures mises à la disposition de notre pays par les partenaires au développement en veillant à ce qu'elles s'intègrent mieux dans la réalisation des priorités nationales ;
2. éviter la duplication des efforts tout en favorisant l'utilisation de projets opérationnels existants et en assurant la coordination des interventions des différents partenaires du développement ;
3. coordonner et harmoniser les interventions des acteurs engagés dans une réhabilitation post-crise desdites régions administratives : les services de l'Etat, les collectivités locales, les représentants locaux d'organisations internationales, les organisations non gouvernementales (ONG) et les structures privées.

L'Agence est dotée d'une autonomie de gestion.

Elle est chargée plus particulièrement :

1. d'assurer la coordination des activités de reconstruction en Casamance ;
2. de démobiliser et de réinsérer les combattants de leurs familles ;
3. de piloter la dépollution des zones infestées ;
4. d'assurer la réintégration sociale et économique des combattants et de leurs familles, et celles des autres réfugiés et personnes déplacées ;
5. de reconstruire ou de réhabiliter les infrastructures sociales et économiques publiques majeures en Casamance dans les secteurs principaux : le transport, la santé, l'éducation ;
6. d'élaborer un programme de développement à long terme visant à élever le niveau de développement de la Casamance à la moyenne des autres régions du Sénégal tout en traitant les causes initiales du conflit.

L'Agence est membre de droit des commissions, comités, assemblées et conseils dont l'objet se rapporte à ses missions. Sa représentation est assurée par le Directeur général ou son représentant.

3.1.2 Commission des marchés

- La décision portant nomination des membres d'une commission des marchés au sein de l'ANRAC, date du 31 janvier 2014. Elle a donc été transmise bien après le délai prévu par l'article 36 du CMP qui stipule qu'au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres de commission et de leurs suppléants, doivent être communiquées à l'ARMP et à la DCMP.
- De plus les membres de la Commission des Marchés n'ont pas suivi une formation en matière de passation des marchés publics sur le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

- La décision portant mise en place d'une cellule de passation des marchés en date du 10 janvier 2014 a été transmise à la DCMP et à l'ARMP.

Toutefois, à l'article 1^{er} de la décision, il est indiqué que : « *il est mis en place au sein de l'Agence Nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance (ANRAC) une cellule de Passation des Marchés, conformément à l'arrêté N°011588/MEF/PCRB du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du Code des marchés publics* ». Or, il s'agit là de la référence relative au Code des marchés Publics de 2007. La référence exacte est l'arrêté n°012783 du 26 décembre 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics de 2011. Cela témoigne d'un manque de mise à jour des connaissances des intervenants sur les textes applicables relatifs aux marchés publics.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

- Les rapports trimestriels n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des marchés en violation de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics. Toutefois, nous rappelons ici que le lancement des marchés n'a démarré qu'en août 2014.
- Par contre, le rapport annuel a été produit conformément à l'arrêté N°012783 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

- Nous avons bien obtenu le plan de passation des marchés de l'ANRAC pour la gestion 2014. Nous n'avons pas relevé de constats spécifiques.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

✚ Nous avons obtenu l'Avis Général de Passation des Marchés, publié le 31 janvier 2014.

3.1.6 Archivage des dossiers

✚ Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant l'archivage des dossiers de marchés.

3.1.7 Autres

✚ Nous avons obtenu les documents demandés relatifs à la comptabilité :

- Etats financiers,
- Balance générale,
- Grand livre des immobilisations,
- Balance auxiliaire des fournisseurs
- etc...

de l'Agence Nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance (ANRAC) pour réaliser les contrôles ci-dessous :

- s'assurer que toutes les dépenses comptabilisées (immobilisations, autres dépenses, etc..) ont fait l'objet de marchés (lorsque le seuil est atteint)
- s'assurer qu'il n'y a pas eu de fractionnement ;
- s'assurer de l'exhaustivité de la liste des marchés reçue.

Nous n'avons pas de constats spécifiques concernant la comptabilité.

3.2 Constats spécifiques aux marchés revus

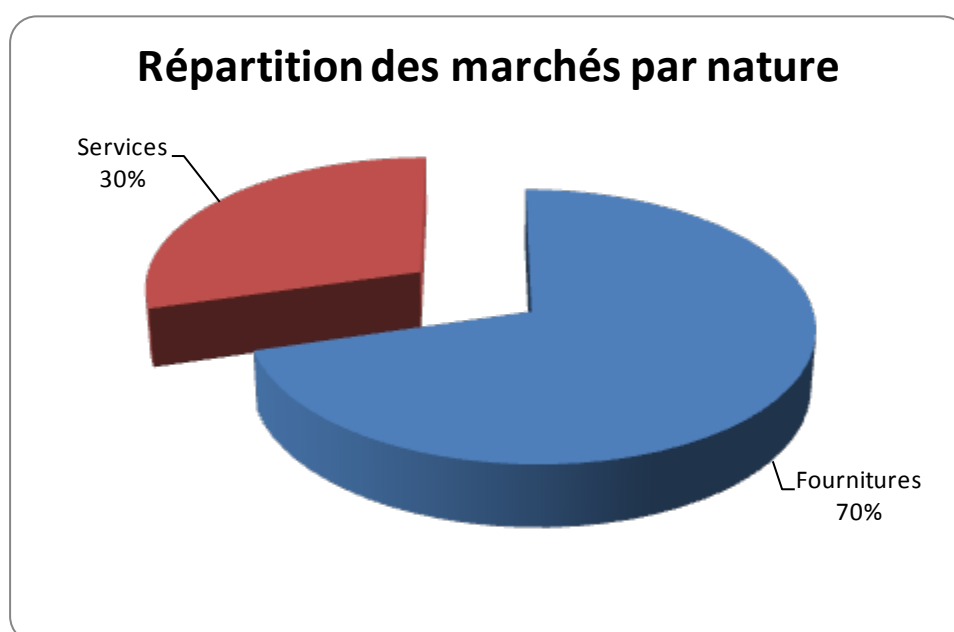
3.2.1 Echantillon

✚ Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2014 par l'ANRAC.

✚ La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	06	48 039 220	06	47 682 329	100%	100%
Avenants	03	356 891	03	356 891	100%	100%
TOTAL	09	48 039 220	09	48 039 220	100%	100%

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 70% de marchés de fournitures pour un montant de 33 856 875 FCFA
- 30% de marchés de services pour un montant de 14 182 345 CFA

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)

- ✚ Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ³ / SA ⁴ à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

- ✚ Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous n'avons pas relevé dans la liste reçue de l'ANRAC, de marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP pour la gestion 2014.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous n'avons pas relevé dans la liste reçue de l'ANRAC, de marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP pour la gestion 2014.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé dans la liste reçue de l'ANRAC, de marchés passés par appel d'offres restreint pour la gestion 2014.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous n'avons pas relevé dans la liste des marchés reçue de l'ANRAC, de marchés de prestations intellectuelles pour la gestion 2014.

³ Sociétés Nationales

⁴ Sociétés Anonymes

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous avons relevé que la DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP passées en violation de l'article 78 du CMP.

Le modèle de dossier type de DRP n'a pas été utilisé.

Par ailleurs, nous avons fait les constats sur les DRP suivantes :

DRP N°S-ANRAC-013: « Assurance santé du personnel de l'ANRAC », attribuée à PREVOYANCE ASSURANCE, pour un montant de 13 594 713 FCFA, le dossier de DRP prévoyait des exigences qui ne s'appliquent pas aux marchés de prestation de services, ni au mode de passation de marchés par demande de renseignements et de prix.

En effet :

- 1 une garantie de soumission à hauteur de 540 000 FCFA a été demandée en violation de l'arrêté N° 011583 du 28/12/07 pris en application de l'article 111 du Code des marchés fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission, le montant du marché étant bien inférieur au seuil de 30 000 000 FCFA exigé pour les marchés de services.
- 2 des exigences en matière de qualification ont été imposées telles que la fourniture des états financiers des trois dernières années ;
- 3 avoir effectué des prestations de services d'un montant moyen annuel correspondant au moins à deux fois le montant de l'offre durant les trois dernières années ;
- 4 avoir au moins une expérience de prestation de services de même nature et complexité au cours des trois dernières années.
- 5 disposer d'avoirs en liquidités et/ou de facilités de crédit, nets d'autres engagements contractuels et de toute avance qui serait versée en vertu du marché, d'un montant équivalent au moins à 150 000 000 FCFA.

De plus :

- il est précisé dans la lettre d'invitation que la validité des offres est de 45 jours à compter de la date de soumission. Or dans le PV d'ouverture des plis, il est indiqué que la validité des offres se limitait au jour de la soumission c'est à dire le 26 août 2014.
- il est également indiqué dans le PV d'ouverture des plis que la Commission s'était réunie le 02 septembre mais la date de signature du PV est le 01 septembre 2014.
- il est également mentionné dans le même PV, qu'il s'agit d'une DRP d'achat de consommables informatiques lancée le 19 août. Il s'agit d'un copier coller raté.
- les offres n'ont pas été évaluées suivant les critères prévus, et aucune commission d'évaluation n'a été désignée pour l'évaluation des offres.
- le rapport d'évaluation des offres a été mal élaboré. Nous n'avons pas pu l'exploiter.
- l'attribution de la DRP a finalement été faite sur la base du moins disant.
- un avis d'attribution provisoire a été publié alors qu'il n'est pas exigé pour les DRP. D'autant plus, qu'aucun avis d'appel d'offres n'a été publié. Ceci démontre un manque de maîtrise des procédures de passation des marchés.

DRP F_ANRAC_03 : « Achat de fourniture de bureau », attribuée à TOP BUSINESS, pour un montant de 3 023 868 FCFA, nous avons constaté que :

- les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre ;
- le bon de livraison reçu du fournisseur n'est pas daté et nous n'avons pas reçu le PV de réception établi par l'ANRAC.

DRP F _ANRAC 019 : « Achat de tôles et de ciment », attribuée à Quincaillerie Javeller (Amadou Korka DIALLO), pour un montant de 23 018 260 FCFA, nous avons constaté que :

- les lettres d'invitation ne sont accompagnées, ni d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat, ni d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP4. Le modèle type de DRP n'a pas été utilisé.
- Le PV d'ouverture des plis comporte des erreurs. En effet, dans le tableau récapitulatif des offres, les montants inscrits dans la colonne « montant TTC », correspondent en réalité aux montants de Tva 18%.

DRP F _ANRAC_001 : « Achat de matériels informatiques », attribuée à :

- Lot 1, 2 et 4 : SIGA INFORMATIQUE pour un montant de 5 360 216 FCFA,
- Lot 3 : AEIC pour un montant 1 892 661 FCFA ;

nous avons constaté que :

- les lettres d'invitation ne sont accompagnées, ni d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP4. Le modèle type de DRP n'a pas été utilisé.
- le contrat de SIGA d'un montant de 5 360 216 FCFA n'est pas enregistré au niveau des impôts.
- les dates du bon de commande (le 14 octobre 2014) et du bon de livraison (le 10 novembre 2014) sont antérieures à la date de signature du contrat qui est le 01 décembre 2014 soit près de deux (02) mois après émission du bon de commande et vingt (20) jours après la livraison du matériel. De plus la facture définitive est datée du 12 novembre 2014 soit vingt (20) jours avant la date de signature du contrat. Nous pouvons donc en déduire que le contrat a été régularisé après l'exécution du marché. Or, les dispositions du Code des Marchés Publics n'autorisent pas la passation d'un marché de régularisation.

F_ANRAC_05 : « Achat de matériels et produits d'entretien », attribué à ETS MOURID SADIKH, pour un montant de 636 020 FCFA TTC, nous avons constaté que de par le montant de cette DRP, elle aurait pu faire l'objet d'une cotation au lieu de la procédure normale de demande de renseignements de prix. Ceci, conformément à l'arrête pris en application de l'article 77-3 du Code des Marchés Publics relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu a règlement sur mémoires ou factures.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par entente directe pour la gestion 2014.

3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur les avenants passés par l'ANRAC pour la gestion 2014.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnements.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Les marchés revus n'ont pas fait l'objet de recours.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur les éléments de paiement relatifs aux marchés revus.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

Nous avons effectué le contrôle de matérialité sur le marché relatif à la DRP F_ANRAC_001 : « Achat de matériels informatiques ». Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

4. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
DISPOSITIF ORGANISATIONNEL		
1	La décision portant nomination des membres de la Commission des marchés a été tardivement transmise à la DCMP et à l'ARMP.	Nous recommandons à l'ANRAC, d'établir et de transmettre dans les délais les décisions de nomination des membres de la Commission des marchés conformément à l'article 36 du CMP.
2	Les membres de la Cellule et de la Commission des Marchés n'ont pas suivi de formation en matière de passation des marchés publics sur le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de l'ANRAC, de mettre à niveau leurs connaissances en matière de passation et d'exécution des marchés publics.
3	La référence indiquée dans la décision portant mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés est celle relative au Code des Marchés Publics de 2007.	Nous recommandons aux intervenants dans la procédure de passation des marchés, de mettre à niveau leurs connaissances en matière de passation et d'exécution des marchés publics.
4	Les rapports trimestriels n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des marchés.	Nous recommandons à la cellule de produire les rapports trimestriels conformément à l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX		
1	La DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP.	Nous recommandons à l'ANRAC, de se conformer à l'article 78 du CMP en informant la DCMP sur l'attribution des DRP.
2	Le modèle type de DRP n'a pas été utilisé	Nous recommandons à l'ANRAC, d'utiliser le modèle type de DRP diffusé par la DCMP.
3	Sur la DRP N°S-ANRAC-013: « Assurance santé du personnel de l'ANRAC », attribuée à PREVOYANCE ASSURANCE, pour un montant de 13 594 713 FCFA : - une garantie de soumission a été demandée alors que le seuil n'est pas atteint.	Nous recommandons à l'ANRAC, de respecter le seuil fixé par l'arrêté N°011583 du 28/12/07, en dessous duquel il n'est pas requis de garantie d'exécution.
4	- des exigences en matière de qualification ont été imposées alors qu'elles ne sont ni requises pour le mode de passation de marchés utilisé (DRP) ni pour la nature du marché (service).	Nous recommandons à l'ANRAC, de se conformer aux exigences des différents modes de passation de marchés prévus par le CMP ainsi qu'à la nature des marchés.
5	- des informations contradictoires sur la validité des offres ont été relevées entre la lettre d'invitation et le PV d'ouverture des plis.	Nous recommandons à l'ANRAC, de veiller à la cohérence des dates, lors de l'établissement des documents relatifs au marché.
6	- des informations résultant de copier coller, ont été relevées sur le PV d'ouverture des plis.	Nous recommandons à l'ANRAC, de veiller à la clarté et à la cohérence des informations consignées dans les documents produits.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
7	- les offres n'ont pas été évaluées suivant les critères prévus dans le dossier.	Nous recommandons à l'ANRAC, de ne tenir compte pour l'évaluation des offres que des critères prévus dans le dossier conformément à la section 4 du CMP.
8	- un avis d'attribution provisoire a été publié alors qu'il s'agit d'une DRP.	Nous recommandons à l'ANRAC, de tenir compte des exigences des différents modes de passation de marchés et de les appliquer.
9	Sur la DRP F_ANRAC_03 : « Achat de fourniture de bureau », attribuée à TOP BUSINESS, pour un montant de 3 023 868 FCFA : - les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre.	Nous recommandons à l'ANRAC de respecter la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics concernant les lettres d'invitation.
10	- le bon de livraison reçu du fournisseur n'est pas daté et nous n'avons pas reçu le PV de réception établi par l'ANRAC.	Nous recommandons à l'ANRAC de veiller à ce que les bons de livraison soient datés et d'établir un PV de réception.
11	DRP F_ANRAC_019 : « Achat de tôles et de ciment », attribuée à Quincaillerie Javeller (Amadou Korka DIALLO), pour un montant de 23 018 260 FCFA : - les lettres d'invitation ne sont accompagnées, ni d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat, ni d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires. De plus le modèle type de DRP n'a pas été utilisé.	Nous recommandons à l'ANRAC de respecter la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) et d'utiliser le modèle type de DRP diffusé par la DCMF.
12	- le Pv d'ouverture des plis comporte des erreurs. En effet, dans le tableau récapitulatif des offres, les montants inscrits dans la colonne « montant TTC », correspondent en réalité aux montants de Tva 18%.	Nous recommandons à l'ANRAC d'être plus vigilante dans l'établissement des informations consignées dans le Pv d'ouverture des plis.
13	DRP F_ANRAC_001 : « Achat de matériels informatiques » : - les lettres d'invitation ne sont accompagnées, ni d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat. De plus le modèle type de DRP n'a pas été utilisé.	Nous recommandons à l'ANRAC de respecter la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) et d'utiliser le modèle type de DRP diffusé par la DCMF.
14	- le contrat de SIGA d'un montant de 5 360 216 FCFA n'est pas enregistré au niveau des impôts.	Nous recommandons à l'ANRAC, de respecter les dispositions de l'article 149 et de faire enregistrer les contrats par les titulaires des marchés.
15	- le contrat a été régularisé après l'exécution du marché. Or, les dispositions du Code des Marchés Publics n'autorisent pas la passation d'un marché de régularisation.	Nous recommandons à l'ANRAC de produire les documents au fur et à mesure et d'éviter d'avoir recours à la régularisation ou à la formalisation des documents relatifs aux marchés.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
16	F_ANRAC_05 : « Achat de matériels et produits d'entretien », attribué à ETS MOURID SADIKH, pour un montant de 636 020 FCFA TTC : nous avons constaté que de par le montant de cette DRP, elle aurait pu faire l'objet d'une cotation, au lieu de la procédure normale de demande de renseignements de prix.	Nous recommandons à l'ANRAC de se conformer à l'arrêté pris en application de l'article 77-3 du Code des Marchés Publics relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	Principales recommandations formulées lors de la revue de l'exercice 2012	Niveau d'application
1	La Commission interne n'est pas habilitée à ouvrir et à évaluer les offres	Résolu
2	Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas l'identité des candidats consultés	Résolu
3	Les lettres d'invitation doivent être déchargées par les candidats	Résolu
4	Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leur offre	Partiellement résolu
5	Les contrats ne prévoient pas de délais d'exécution et des pénalités de retard	Résolu
6	Les contrats n'ont pas été soumis à la formalité d'enregistrement	Partiellement résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	DRP	TOTAL DRP	Statistiques des anomalies
Modèle type de DRP n'a pas été utilisé	5	5	100%
Défaut de communication des DRP attribuées à la DCMP	5	5	100%
Critères de qualification non appropriés	1	5	20%
Erreur soulevé sur le PV d'ouverture des plis	2	5	40%
Critères d'évaluation non pris en compte lors de l'évaluation	1	5	40%
Contrat non enregistré au niveau des impôts	1	5	20%
Régularisation de documents relatifs au marché	1	5	20%

7. ANNEXES

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Réponses aux recommandations	Observations
DISPOSITIF ORGANISATIONNEL				
1	La décision portant nomination des membres de la Commission des marchés a été tardivement transmise à la DCMP et à l'ARMP.	Nous recommandons à l'ANRAC, d'établir et de transmettre dans les délais les décisions de nomination des membres de la Commission des marchés conformément à l'article 36 du CMP.	Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à y remédier.	
2	Les membres de la Cellule et de la Commission des Marchés n'ont pas suivi de formation en matière de passation des marchés publics sur le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de l'ANRAC, de mettre à niveau leurs connaissances en matière de passation et d'exécution des marchés publics.	Nous prenons acte. Toutefois, nous vous informons que les membres de la cellule et de la commission des marchés ont suivi une formation interne par la DCMP en matière de passation des marchés. La formation portée sur le décret N°2011 1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics. Le coordonateur de la cellule de même que le président de la commission des marchés ont suivi une formation externe par l'ARMP sur le décret sus cité. Les mêmes membres ont été reconduits en 2014.	- Confère formation en marchés publics : SESSION SUR LA REGLEMENTATION en date du 06 au 08 mars 2013. - Pour l'ARMP le coordonateur de la cellule et le président de la commission des marchés ont bénéficié d'une formation du 09 au 12 mai 2013.
3	La référence indiquée dans la décision portant mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés est celle relative au Code des Marchés Publics de 2007.	Nous recommandons aux intervenants dans la procédure de passation des marchés, de mettre à niveau leurs connaissances en matière de passation et d'exécution des marchés publics.	Nous prenons acte de cette recommandation.	

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Réponses aux recommandations	Observations
4	Les rapports trimestriels n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des marchés.	Nous recommandons à la cellule de produire les rapports trimestriels conformément à l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	Nous prenons acte de cette recommandation, mais tenons à préciser que des rapports ont été produits suivant l'exécution du PPM.	L'exécution du PPM s'est faite à partir du mois d'août 2014. C'est pourquoi la cellule dans son rapport annuel de l'exercice concerné a jugé utile de justifier la non production des rapports des deux premiers trimestres au motif qu'aucun marché n'a été passé à cette période.
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
1	La DCMF n'a pas été informée de l'attribution des DRP.	Nous recommandons à l'ANRAC, de se conformer à l'article 78 du CMP en informant la DCMF sur l'attribution des DRP.	Recommandation déjà prise en compte dans la gestion de 2015 conformément à l'arrêté N°107 du 07 janvier 2015.	
2	Le modèle type de DRP n'a pas été utilisé	Nous recommandons à l'ANRAC, d'utiliser le modèle type de DRP diffusé par la DCMF.	Cette recommandation est déjà prise en compte dans la gestion 2015. Le modèle type de DRP est maintenant utilisé.	
3	Sur la DRP N°S-ANRAC-013: « Assurance santé du personnel de l'ANRAC », attribuée à PREVOYANCE ASSURANCE, pour un montant de 13 594 713 FCFA : - une garantie de soumission a été demandée alors que le seuil n'est pas atteint.	Nous recommandons à l'ANRAC, de respecter le seuil fixé par l'arrêté N°011583 du 28/12/07, en dessous duquel il n'est pas requis de garantie d'exécution.	Nous prenons acte de cette recommandation.	
4	- des exigences en matières de qualification ont été imposées alors qu'elles ne sont ni requises pour le mode de passation de marchés utilisé (DRP) ni pour la nature du marché (service).	Nous recommandons à l'ANRAC, de se conformer aux exigences des différents modes de passation de marchés prévus par le CMP ainsi qu'à la nature des marchés.	Nous prenons acte de cette recommandation. Toutefois, pour la recherche de la qualité de service liée à l'assurance maladie, l'agence a jugé pertinent d'inscrire des spécifications techniques.	

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Réponses aux recommandations	Observations
5	- des informations contradictoires sur la validité des offres ont été relevées entre la lettre d'invitation et le PV d'ouverture des plis.	Nous recommandons à l'ANRAC, de veiller à la cohérence des dates, lors de l'établissement des documents relatifs au marché.	Nous prenons acte de ces recommandations et allons y remédier à l'avenir. Pour l'évaluation des offres par la commission des marchés, l'ANRAC estime avoir fait application des articles 35. 68 et 70 du CMP.	
6	- des informations résultant de copier coller, ont été relevées sur le PV d'ouverture des plis.	Nous recommandons à l'ANRAC, de veiller à la clarté et à la cohérence des informations consignées dans les documents produits.	Nous prenons acte de cette recommandation.	
7	- les offres n'ont pas été évaluées suivant les critères prévus dans le dossier.	Nous recommandons à l'ANRAC, de ne tenir compte pour l'évaluation des offres que des critères prévus dans le dossier conformément à la section 4 du CMP.	Les offres ont été évaluées suivant les critères prévus dans le dossier. L'évaluation des offres s'est faite suivant le rapport coût/qualité. L'évaluation qui a conduit au classement des offres s'est faite séparément à savoir : - le offre financière, -les offres techniques, - et enfin le résultat du rapport offre technique-offre financière. L'ANRAC va veiller à la qualité de la présentation des rapports d'évaluation.	Pour faciliter la lecture et la compréhension des rapports d'évaluation, nous allons améliorer la présentation des rapports d'évaluation.
8	- un avis d'attribution provisoire a été publié alors qu'il s'agit d'une DRP.	Nous recommandons à l'ANRAC, de tenir compte des exigences des différents modes de passation de marchés et de les appliquer.	Nous prenons acte de cette recommandation.	

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Réponses aux recommandations	Observations
9	<p>Sur la DRP F_ANRAC_03 : « Achat de fourniture de bureau », attribuée à TOP BUSINESS, pour un montant de 3 023 868 FCFA :</p> <ul style="list-style-type: none"> les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre. 	Nous recommandons à l'ANRAC de respecter la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 Avril 2011 portant Code des Marchés Publics concernant les lettres d'invitation.	Nous prenons acte de cette recommandation.	Nous tenons à souligner que les candidats non retenus ont toujours été informés du rejet de leur offre y compris celui du soumissionnaire à ce marché. Toutefois, nous reconnaissons la perte de cette lettre de rejet dans les archives.
10	<ul style="list-style-type: none"> le bon de livraison reçu du fournisseur n'est pas daté et nous n'avons pas reçu le PV de réception établi par l'ANRAC. 	Nous recommandons à l'ANRAC de veiller à ce que les bons de livraison soient datés et d'établir un PV de réception.	Nous confirmons l'existence d'un PV de réception daté du 24 novembre 2014. Nous allons vous le faire tenir en fichier électronique scanné.	
11	<p>DRP F _ANRAC 019 : « Achat de tôles et de ciment », attribuée à Quincaillerie Javeller (Amadou Korka DIALLO), pour un montant de 23 018 260 FCFA :</p> <ul style="list-style-type: none"> les lettres d'invitation ne sont accompagnées, ni d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat, ni d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires. De plus le modèle type de DRP n'a pas été utilisé. 	Nous recommandons à l'ANRAC de respecter la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) et d'utiliser le modèle type de DRP diffusé par la DCMP.	Recommandation déjà prise en compte dans la gestion de 2015 conformément à l'arrêté n°107 du 07 janvier 2015.	
12	<ul style="list-style-type: none"> le Pv d'ouverture des plis comporte des erreurs. En effet, dans le tableau récapitulatif des offres, les montants inscrits dans la colonne « montant TTC », correspondent en réalité aux montants de Tva 18%. 	Nous recommandons à l'ANRAC d'être plus vigilante dans l'établissement des informations consignées dans le Pv d'ouverture des plis.	Nous prenons acte de cette recommandation.	

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Réponses aux recommandations	Observations
13	DRP F_ANRAC_001 : « Achat de matériels informatiques » : <ul style="list-style-type: none"> les lettres d'invitation ne sont accompagnées, ni d'un formulaire de soumission, ni d'un projet de contrat. De plus le modèle type de DRP n'a pas été utilisé. 	Nous recommandons à l'ANRAC de respecter la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) et d'utiliser le modèle type de DRP diffusé par la DCMP.	Nous prenons acte. Cette recommandation est déjà prise en compte dans la gestion 2015 conformément à l'arrêté n°107 du 07 janvier 2015. Recommandation de l'utilisation du modèle type de DRP diffusé par l'DCMP prise en compte dans la gestion 2015.	
14	<ul style="list-style-type: none"> le contrat de SIGA d'un montant de 5 360 216 FCFA n'est pas enregistré au niveau des impôts. 	Nous recommandons à l'ANRAC, de respecter les dispositions de l'article 149 et de faire enregistrer les contrats par les titulaires des marchés.	Nous prenons acte de cette recommandation et allons y veiller.	
15	<ul style="list-style-type: none"> le contrat a été régularisé après l'exécution du marché. Or, les dispositions du Code des Marchés Publics n'autorisent pas la passation d'un marché de régularisation. 	Nous recommandons à l'ANRAC de produire les documents au fur et à mesure et d'éviter d'avoir recours à la régularisation ou à la formalisation des documents relatifs aux marchés.	Nous prenons acte de cette recommandation.	
16	F_ANRAC_05 : « Achat de matériels et produits d'entretien », attribué à ETS MOURID SADIKH, pour un montant de 636 020 FCFA TTC : nous avons constaté que de par le montant de cette DRP, elle aurait pu faire l'objet d'une cotation, au lieu de la procédure normale de demande de renseignements de prix.	Nous recommandons à l'ANRAC de se conformer à l'arrête pris en application de l'article 77-3 du Code des Marchés Publics relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures.	Recommandation sur les demandes de cotation déjà prise en compte dans la gestion 2015 en conformité avec l'arrêté n°107 du 7 janvier 2015.	

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

Nous avons pris note des commentaires et observations de l'ANRAC.